La dénomination : perspective discursive et interactive

Denomination: a discursive and interactive point of view

Hugues Constantin de Chanay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/358>

DOI : 10.4000/praxematique.358

ISSN : 2111-5044

Éditeur

Presses universitaires de la Méditerranée

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 169-188

ISSN : 0765-4944

Référence électronique

Hugues Constantin de Chanay, « La dénomination : perspective discursive et interactive », *Cahiers de praxématique* [En ligne], 36 | 2001, mis en ligne le 01 janvier 2009, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/praxematique/358> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/praxematique.358>

Hugues CONSTANTIN DE CHANAY
Université Lumière Lyon 2
GRIC/LTI « Langues, textes, images » — EA 1996
dechanay@mailhost.univ-Lyon2.fr

La dénomination :

perspective discursive et interactive

Le présent travail est centré sur l'analyse de la dénomination comme un phénomène relevant de manière essentielle d'une approche en discours, et ayant ainsi vocation à faire l'objet d'une élaboration interactive. Nous esquisserons d'abord à grands traits les soubassements théoriques généraux qui font dépendre toute dénomination d'un acte de discours, et la rendent par nature intrinsèquement négociable ; nous envisagerons ensuite quelques aspects interactifs de la construction en discours des catégories et des dénominations.

1. Dénomination et référence : de la langue au discours

D'entrée de jeu, la notion de dénomination nous place dans la perspective d'une sémantique référentielle et au cœur d'une dissymétrie qui la rend extrêmement problématique, mais en fait tout l'intérêt et l'enjeu :

— d'une part les dénominations auraient vocation à être, *en langue*, comme un stock institutionnalisé d'étiquettes ouvrant sur des classes dénotatives — en quelque sorte comme des « noms propres de classe »¹, ce qui peut aussi être considéré comme l'équivalent d'un

¹ Expression que nous a naguère suggérée M. Le Guern.

statut terminologique (il s'agit évidemment en ce cas d'une tendance idéale ou d'un fonctionnement revendiqué, c'est-à-dire d'une norme, plutôt que d'un véritable état de fait) : « le nom cesse alors d'attribuer des propriétés par le biais de son énonciation pour devenir exploité (en tant qu'il 'fait' étiquette) dans le cadre d'une logique de classement » (Cadiot & Nemo 1997a : 130) ;

— mais, d'autre part, ces classes dénotatives — ou « classes dénominatives », comme disent Cadiot & Nemo (*ibid.*, 130 n. 3) à propos du fonctionnement en étiquette des mots 'vache', 'chien', 'chameau'² — sont le correspondant extensionnel des intensions qui définissent les signifiés de leurs labels : les dénominations ont donc de ce fait partie liée avec la référence, laquelle a son lieu *en discours*. Comme nous le verrons plus loin : pas de dénomination sans acte de dénomination. Dans les termes de Cadiot et Nemo : tout usage suppose des emplois préalables³. Or la manière dont les emplois renvoient à une réalité que l'on cherche à désigner par eux n'obéit pas toujours à la belle logique classificatoire de la convertibilité immédiate intension/extension, c'est-à-dire est beaucoup plus complexe que la simple reconduction, en discours, des instructions d'un code préétabli — où nous n'aurions qu'à reconnaître dans le monde les images que nous aurait permis d'en

2 Lesquels admettent d'autres fonctionnements que celui-ci, strictement « dénominatif » dans les termes qui sont les leurs.

3 Pour nous entendre sur les choses, entendons-nous d'abord sur les mots, à commencer par cette dénomination qu'est le mot de « dénomination » lui-même... Cadiot & Nemo réservent, et c'est tout à fait leur droit, le statut « dénominatif » aux seuls emplois qui ont été institutionnalisés en usages et cristallisés en labels classificatoires, « tout usage (dénominatif) ayant d'abord été un emploi (non-dénominatif) » (1997a : 130). Au contraire, la littérature consacrée à la question de la construction interactive des catégories et de leurs appellations (Lüdi, Clark, Mondada,...) fait généralement du terme de « dénomination » un usage beaucoup plus large, ce qui est compréhensible dans la mesure où l'étude des processus de référence en discours les amène à constater la construction de catégorisations et de « dénominations » éventuellement (et même souvent) *ad hoc* et provisoires. En dépit de cette divergence terminologique (les uns retenant la dénomination-mot quand les autres retiennent la dénomination-acte) les deux perspectives paraissent assez complémentaires et partagent semble-t-il cette thèse fondamentale, que toute catégorisation, pour être en circulation à quelque niveau que ce soit, fait d'abord l'objet d'une élaboration discursive.

anticiper la langue. Il n'est pas inutile pour le propos du présent article d'en détailler un peu plus avant les raisons.

1.1. Dénominations et nomenclature

Tout d'abord, l'idée même de fonctionnement des mots « en étiquette » montre bien que ce qui est l'horizon immédiat de la question de la dénomination, c'est le désir de la nomenclature. Pour autant, l'analyste ne doit pas prendre ce désir pour une réalité, la tentation de projeter la fin dans les moyens (la nomenclature dans la langue) pouvant relever en la matière d'un véritable obstacle épistémologique : or c'est un risque qui guette tout particulièrement les tentatives de description sémantique en langue du moment qu'elles cherchent à s'abstraire de la particularité des discours, et *a fortiori* lorsqu'elles s'intéressent à la question de la dénomination. Le débat, pour ancien qu'il soit, n'en est pas moins d'actualité : en effet, si la tradition structurale a admis, depuis Saussure et la théorie de la valeur linguistique, que les langues ne sont pas des nomenclatures — des « listes de termes correspondant à autant de choses », comme si des idées toutes faites et pré-découpées préexistaient aux mots (1972 [1915] : 97 et 155-162), le paradigme dominant généralement accepté par les sciences cognitives présuppose au contraire, comme le constatent Dubois & Mondada, « qu'un monde autonome déjà discrétisé en objets ou en 'entités' existe indépendamment de tout sujet qui réfère à lui, et que les représentations linguistiques sont des instructions qui doivent s'ajuster adéquatement à ce monde » (1995 : 275). De manière analogue Rastier remarque de son côté : « Il est courant, dans les thèses de psychologie, de voir par exemple *benne* côtoyer *godet* dans la classe *réipients*. Ce genre de rapprochement ne procède pas de caprices, mais de l'opinion répandue qu'il existe des espèces naturelles ou artificielles qui puissent être appréhendées indépendamment des cultures (et des langues), et que reflèterait la catégorisation » (1991 : 193). Au rebours de ces conceptions de sémantique référentielle « naïves », force est au contraire de reconnaître, si l'on croit un tant soit peu aux structures, que l'ambition de la dénomination est paradoxale, puisqu'il s'agit de transformer au moins partiellement en nomenclature un instrument, la langue, dont la nature est précisément de ne pas en être une. On ne saurait s'étonner dans ces conditions que, non livrées en prêt-à-parler par les langues, les

dénominations doivent souvent être construites ou redéfinies en discours, et soient dès lors dans leur principe même des objets éminemment négociables.

1.2. Référence et discours

Rappeler le caractère relatif des catégorisations linguistiques ne suffit en effet pas : encore faut-il quitter le niveau abstrait et non déterminé contextuellement des langues, et passer à celui des communications concrètes — du discours. L'hypothèse dite de Sapir-Whorf, fondée sur le constat de l'hétéromorphisme sémantique des langues entre elles, s'accompagne de l'idée qu'il y a une certaine correspondance (isomorphisme), pour une langue donnée, entre découpages linguistiques et découpages extra-linguistiques — une langue conditionnant en partie la manière dont ses locuteurs appréhendent le monde. Quel que soit le degré de cette correspondance et le bien-fondé de cette hypothèse, il s'agit là d'une perspective théorique qui montre ses insuffisances si l'on cherche à l'appliquer au phénomène de la dénomination, parce qu'il lui manque de prendre en compte le rôle essentiel du discours. À la limite, en substituant une conception de la référence de type projectif à une conception de la référence de type « calque », on n'en reste pas moins à l'intérieur d'une conception aporétique du reflet, et de la référence comme « 'mapping' des mots sur les choses » (Dubois & Mondada 1995 : 275) sans l'intervention d'un sujet cognitif (et parlant). Or celle-ci est tout aussi indispensable, au décodage, pour l'identification des classes référentielles, qu'à l'encodage, pour l'indexation d'objets dans lesdites classes.

1.2.1. Classes référentielles vs ensembles de choses

Une ambiguïté décisive se cache en effet dans ce qu'il convient d'entendre par « catégories extra-linguistiques » et par « classes référentielles », et dans l'assimilation souvent implicite et non questionnée des unes aux autres. Cette question est en outre considérablement obscurcie par le fait que les catégories « physiques »⁴, naturelles (animaux, plantes,...) ou artificielles (objets) aient tendance à occuper le

4 Privilège dénoncé par Dubois & Mondada (1995 : 279), qui les opposent aux « objets sociaux », bien plus révélateurs à leurs yeux du fonctionnement de la catégorisation et des dénominations.

devant de la scène dans les débats soulevés en sémantique cognitive, alors qu'elles introduisent dans l'analyse de nombreux biais difficiles à évaluer (tendance à être transculturelles — translinguistiques plutôt — du fait de la mondialisation des savoirs et du commerce, tendance à la rigidification des limites catégorielles sous la pression de diverses normes non linguistiques, scientifiques ou juridiques par exemple, etc.). Mais ce n'est pas tout : ces catégories présentent, pour qui veut généraliser à partir de leur exemple, une particularité extrêmement trompeuse, c'est qu'elles ont l'air à peu près stables (même lorsqu'on déclare leurs frontières indécises). Car lorsque l'on est un moineau, ou un marteau, ou un citron⁵, en principe on le reste, à échelle temporelle humaine du moins. On a l'impression que l'on pourrait, même si les moyens empiriques font défaut, parcourir en extension la classe référentielle, qui recouvre *grosso modo* un ensemble d'objets du monde, en faisant un recensement de ses effectifs. Or, sans même aller chercher les catégories dites « abstraites », on s'aperçoit très vite que ce n'est pas là le lot commun des classes référentielles. Si l'on prend par exemple celle des *piétons*, il est manifeste qu'il ne rimerait à rien de chercher à en énumérer l'extension, puisque les effectifs seront extrêmement élastiques : on est piéton quand on marche dans la rue, on cesse de l'être dès que l'on n'y marche plus. Cet exemple simple (on en trouvera sans peine de plus complexes) montre que les classes référentielles ne peuvent être conçues comme des ensembles « permanents » de choses. Si l'on raisonne au niveau de la langue, on est obligé de le faire en termes de classes flottantes, potentiellement applicables — ce que Milner appelle le « référent virtuel » — sans pouvoir préjuger des objets du monde qui, à l'occasion de tel ou tel discours, vont être appelés à y figurer. On observera que l'extension ainsi conçue devient assez difficile à distinguer de l'intension ; et surtout, que cela laisse entière la question de savoir comment, en parlant et plus particulièrement en dénommant, on indexe bel et bien des choses dans ces classes, question qui n'est

5 Ou, si l'on préfère : une fois que l'on est reconnu un exemplaire typique de moineau, ou de marteau, ou de citron, etc., autrement dit, compte non tenu des exemplaires atypiques, ou des exemplaires conformes par homologation interactive (Cadiot 1994 : 16) — ces derniers cas apportant plutôt de l'eau au moulin de ce que nous allons dire du caractère « flottant » des classes (même concrètes).

autre que celle de la référence, et ne peut dès lors être vraiment posée qu'en discours.

1.2.2. La multi-indexabilité des choses

Ainsi délicate du point de vue sémasiologique, la situation n'est pas plus simple du point de vue onomasiologique : la conception du code comme nomenclature se heurte en effet au problème souvent signalé de la multi-instanciation, ou poly-indexicalité, ou multi-dénomination, des « choses » (Blanche-Benveniste 1984 : 121, Dubois & Mondada 1995 : 278, Brennan & Clark 1996 : 1483, etc.), qui ne manque pas d'enjeu puisque du moment qu'elles ne sont pas strictement prescrites, derrière chaque catégorisation particulière perçue le point de vue de son énonciateur⁶. L'introduction en sémantique lexicale, par la psychologie cognitive, de la théorie du « niveau de base », est une façon d'essayer de ramener la multi-instanciation à une mono-instanciation en opposant la formulation réputée la plus « neutre » et partant la plus représentative, aux formulations marquées : le terme de base serait la dénomination la plus probable en contexte « normal ». On a toutefois fait remarquer, non sans raison, que la typicalité et le niveau de base non seulement « varient en contexte » (Rastier 1991 : 196), mais encore que le contexte « normal » défini par les expériences de psychologie n'est souvent, et inévitablement, que le *cotexte* particulier établi *ad hoc* pour l'expérience... (*ibid.*). De là la nécessité, affirmée par Rastier, d'étudier les variations conjointes entre typicalité et contexte, plutôt que d'établir une hiérarchie. On revient donc à la multidénomination. La même remarque se retrouve chez Brennan & Clark (1996) qui étudient expérimentalement, grâce à un ingénieux dispositif de cartes⁷ l'influence que

6 Entre autres exemples parlants : la même personne peut être qualifiée « de « anti-européen » ou de « nationaliste » selon le point de vue idéologique adopté » (Dubois & Mondada 1995 : 278) ; loin d'être des cas marginaux, de tels choix sont la monnaie la plus courante de la dénomination.

7 Sur ces cartes figurent des icônes d'objets à dénommer ; elles ne sont jamais présentées isolément mais en groupe, ce qui permet de mettre en évidence d'abord la variation du degré de généricité ou de spécificité des dénominations choisies en fonction de la nature des catégories évoquées par les cartes adjacentes (« chaussure » ou « mocassin », en fonction de la présence ou de l'absence d'autres « chaussures » dans le jeu présenté) ; ensuite, les présentations sont répétées avec des assortiments différents, ce qui permet de mettre en évidence également, et non seulement, l'importance des dénominations déjà choisies pour un même objet lors de présentations préalables,

la palette de catégories effectivement présentes dans une situation exerce sur les préférences dénominatives vis à vis d'un objet invariant : la typicalité est ainsi fonction de la pertinence.

1.3. La dénomination acte de discours

Aussi est-ce par un raccourci en définitive assez néfaste que l'on parle parfois, pour l'opposer à son sens, du référent d'un signe ou d'un mot. En toute rigueur, il n'y a de référent qu'en discours, à l'occasion d'un énoncé réel, dans le cadre d'une communication particulière. C'est à ce titre d'ailleurs qu'il figure (sous la dénomination de « contexte », supposée être moins ambiguë que celle de « référent ») dans le célèbre schéma par lequel Jakobson (1963 : 213-214) illustre les six facteurs constitutifs de tout procès de communication. Corrélativement, ce qui réfère, c'est-à-dire permet de cibler une réalité extra-linguistique déterminée⁸, ce n'est pas le mot, mais le *syntagme*. Telles sont les déno-

qui tendent à être réutilisées, mais encore la prise en compte du fait que l'interlocuteur ait ou n'ait pas eu connaissance de ces présentations, et des dénominations retenues alors. Nous reviendrons plus loin sur l'attention portée au contexte et la prise en compte des facteurs temporels qui caractérisent les approches interactives.

- 8 Qui peut être égale à une classe dans le cas d'énoncés génériques, ou composée d'une pluralité d'objets plus ou moins étendu, ou réduite à un individu, ou même vide — ce que les guillaumiens appellent l'*extensité* (c'est-à-dire « non pas l'ensemble maximal des objets auquel le mot convient, mais l'ensemble des objets auxquels momentanément le discours réfère » : Martin 1983 : 158), en l'opposant à l'*extension*, laquelle demeure un ensemble virtuel (« ensemble d'objets du monde auquel un nom est applicable » : Wilmet 1997 : 104). Comme nous venons de le signaler, mais il est peut-être souhaitable d'y insister, on peut douter que l'extension ainsi définie puisse correspondre réellement à un ensemble délimité d'objets extra-linguistiquement définis hors discours, même si les formulations précitées le laissent plus ou moins supposer — tout particulièrement Martin lorsqu'il parle d'ensemble « maximal ». Cf. : « l'extension de *disque* est la classe des objets dont on peut dire qu'ils sont des 'disques' » (*ibid.*). On serait pourtant bien en peine de définir cet ensemble, qui certes doit bien comporter quelques prototypes dans le monde qui font l'objet d'un consensus et seraient repérables, par exemple, par l'étude des emplois les plus fréquents aussi bien que des collocations figées : les CD, les enregistrements « vinyles », la lune telle qu'elle nous apparaît dans le ciel les soirs où elle est dite pleine, les cotons à démaquillage — et déjà dans ces cas balisés les effectifs sont extrêmement fluctuants et il semble illusoire de prétendre en circonscrire, en parlant d'extension, le foisonnement plutôt fuyant — mais surtout, fondamentalement, sa composition est pour une large part imprévisible (cf. la notion déjà citée

minations analysées par Blanche-Benveniste (1984), Brennan & Clark (1996), et tous ceux qui travaillent sur le discours. Du même coup, le problème de la dénomination déborde le domaine de la sémantique lexicale, puisque les syntagmes fonctionnant comme des dénominations peuvent correspondre à des unités quantifiées d'un rang supérieur à celui du lexème — de la simple augmentation adjectivale à la périphrase développée⁹. Une telle extension paraît inévitable dès que l'on envisage le plan de la référence, que ce soit du point de vue du décodage ou de l'encodage. On retrouve par ailleurs une idée chère à Rastier, qu'une sémantique discursive ne peut s'élaborer qu'en s'émancipant du privilège accordé au *mot* et de l'ontologie naïve qui lui est associée : il n'est pas indifférent que cette nécessité se retrouve jusque dans le problème de la dénomination... Détachée du mot, la dénomination est en effet dans cette perspective à envisager plutôt comme *acte*. Lüdi en fait même un acte de langage à part entière — « l'acte dénominatif est une espèce d'acte de langage dans la mesure où il représente une instruction adressée au destinataire de construire, dans l'univers de discours, une représentation correspondante » (1995 : 105-106) — et en distingue des sous-types (acte dénominatif « direct », correspondant à l'orthonyme, vs « médiat » : euphémisme, métaphores, périphrases comblant des lacunes, etc., dont les locuteurs s'indiquent le statut par des marqueurs illocutoires. C'est aussi afin de marquer ce caractère dynamique de la référence et son insertion dans une interaction communicative concrète que plusieurs auteurs préfèrent parler de « référen-

d'homologation interactive de Cadot 1994 : 16), sauf intervention d'une norme qui, sur les extensités effectivement observées, effectuerait un partage entre l'admissible et l'inadmissible. Le fonctionnement idéal des dénominations scientifiques et juridiques, qui tâche d'assurer une certaine prévisibilité référentielle — c'est-à-dire de garantir que les extensités particulières resteront dans le cadre d'un ensemble maximal stable hors discours particulier —, est à conquérir de haute lutte (en pré-négociant les difficultés d'application référentielle). Quoi qu'il en soit, la référence est donc au départ une question d'extensité, non d'extension (contrairement à ce qu'affirment Baylon et Mignot 1995 : 34, mais l'inversion terminologique qui se trouve dans cet ouvrage à propos de l'usage prêté à Martin sur le sens des concepts d'extensité et d'extension ne permet pas d'interpréter cette affirmation avec certitude).

9 Par exemple *the big red dog* (Brennan & Clark), *des gens qui veulent faire une autre vie* (Blanche-Benveniste), etc.

tion » plutôt que de « référence » (Dubois & Mondada 1995, Tyvaert 1997, Laurandeau 1998 par exemple). Signalons enfin que des brumes de présupposés ontologiques demeurent peut-être encore même lorsque l'on s'intéresse aux syntagmes ayant une portée référentielle en discours : les études portent en effet généralement sur les syntagmes nominaux (comportant des substantifs) et délaissent les syntagmes verbaux. Or il semble que ceux-ci peuvent tout autant que les précédents avoir un statut « dénominatif » dans la mesure où ils catégorisent, indexent dans des classes, ciblent des secteurs du réel, etc. Ce privilège est contesté par Tyvaert (1997) qui montre, à partir du problème des référents discontinus dans les notices de montage ou les recettes de cuisine, qu'une approche verbale de la référenciation, d'ordre véritablement linguistique, prévaut sur l'approche nominale traditionnelle, qui est d'ordre logique (1997 : 218). Cette prévalence linguistique que l'on devrait reconnaître aux procès est selon lui en liaison avec le fait que la référence, dans les corpus qu'il étudie, n'est pas un lien fixe identifiable préalablement au discours, mais un processus élaboré dynamiquement au fil des textes (*ibid.* : 202). La remarque semble assez facilement généralisable.

C'est donc dans un cadre discursif que mérite d'être posée la question de la dénomination¹⁰. Or un discours n'implique pas seulement une énonciation particulière : se pose également le problème de la réception. En effet dès que la dénomination est un acte relatif à un locuteur particulier, qui s'y engage, on ne peut manquer de se poser la question du consensus sur le sens, sur la référence — et ainsi sur la dénomination elle-même. La dimension discursive implique une dimension interlocutive.

2. La dimension interlocutive de la dénomination

2.1. Intersubjectivité et adresse

Ainsi la dénomination n'est pas seulement prise dans le rapport établi par un locuteur avec le monde à l'occasion d'un acte de discours

10 Ainsi que des rapports entre lexique et terminologie : Le Guern (1989) montre que la terminologie est du côté du discours, parce qu'elle fonctionne en logique extensionnelle.

particulier, elle est également prise dans la relation que ce locuteur établit avec celui ou ceux auxquels il s'adresse. Dans cette relation le consensus peut être anticipé, ou (et c'est probablement le cas le plus fréquent) construit, par ajustement mutuel.

2.1.1. L'anticipation générale, ou le stéréotype partagé

Comme le déclarait déjà Benveniste, « toute énonciation est, explicite ou implicite, une allocution » (1974 : 82). Rapporté au problème de la dénomination, c'est dire que tout processus de référence ne se conçoit que dans la visée d'un *accord* sur la référence : « Dans l'énonciation, la langue se trouve employée à l'expression d'un certain rapport au monde. La condition même de cette mobilisation et de cette appropriation de la langue est, chez le locuteur, le besoin de référer par le discours, et chez l'autre, la possibilité de co-référer identiquement, dans le consensus qui fait de chaque locuteur un co-locuteur » (*ibid.*).

Or le moins que l'on puisse dire c'est qu'un tel accord n'est pas acquis d'emblée, tant peuvent être considérables la complexité des objets extra-linguistiques, la divergence des points de vue et des buts poursuivis par les locuteurs, et la disparité de leurs compétences.

La possibilité d'envisager autrui « en général » peut conduire dans certain cas à restaurer l'idée du code assurant par lui-même l'intersubjectivité. Kleiber remarque ainsi, à la suite de Wierzbicka, que nous utilisons des mots, généralement, non point conformément au concept que nous possédons de la chose dont nous parlons (et dont nous pouvons fort bien être spécialiste), mais conformément au concept que nous pouvons prêter sans invraisemblance à notre interlocuteur. En l'absence d'informations sur l'état particulier de ses savoirs en la matière, nous nous rabattons sur un concept hypothétique qui correspond à ce que Wierzbicka appelle le « stéréotype partagé » (Kleiber 1990 : 73) et qui est constitué, non pas de ce que tout le monde sait en fait, mais de ce que nous *imaginons* que quiconque pourrait savoir, relativement à l'objet qui nous occupe. Une telle anticipation du décodage de l'autre « en général » (ou recouvrant quiconque appartient à la même communauté linguistique) n'est pas sans évoquer la notion d'auditoire développée par Perelman, et plus particulièrement celle d'auditoire universel. Perelman fait de la dimension de l'autre une dimension constitutive de tout discours : « Tout discours s'adresse à un auditoire et on oublie trop souvent qu'il en est de même de tout écrit. Tandis que le

discours est conçu en fonction même de l'auditoire, l'absence matérielle des lecteurs peut faire croire à l'écrivain qu'il est seul au monde, bien qu'en fait son texte soit toujours conditionné, consciemment ou inconsciemment, par ceux auxquels il prétend s'adresser » (1988 [1958] : 8-9).

Il est intéressant de noter que l'auditoire universel, visée en droit d'un discours qui anticipe un consensus indépendamment de la référence à des situations particulières ou à des catégories déterminées (*hic et nunc*) d'auditeurs, est dans les faits quelque chose de relatif, tributaire des particularités non seulement culturellement et historiquement déterminées, mais encore idiosyncrasiques, de son énonciateur : il est en effet « constitué par chacun à partir de ce qu'il sait de ses semblables, de manière à transcender les quelques oppositions dont il a conscience. Ainsi chaque culture, *chaque individu*¹¹ a sa propre conception de l'auditoire universel, et l'étude de ces variations serait fort instructive, car elle nous ferait connaître ce que les hommes ont considéré, au cours de l'histoire, comme *réel, vrai et objectivement valable*¹² » (1988 : 43). C'est assurément un auditoire de ce type que visent les discours qui sont implicites derrière les terminologies — dénominations « stabilisées », se présentant comme scientifiquement ratifiées, et ayant pour objectif de réduire le flou référentiel ; il s'agit ainsi d'une idéalité qui dans les faits est fatalement représentée par un auditoire particulier auquel on prête, avec une légitimité variable, ce statut. La question du garant de la dénomination pèse d'un grand poids puisqu'il s'y joue la différence entre le scientifique et le purement doxique (cf. le stéréotype partagé mentionné ci-dessus), ce qui implique nécessairement, dans le premier cas, des procédures d'explicitation, pour se démarquer du second. L'implication dans les deux cas d'une visée allocutive globale montre en tout cas qu'il y a là un continuum que seule peut discrétiser l'intervention de normes externes relatives précisément à la nature de cet allocuté.

11 Nous soulignons. Un peu plus loin Perelman parlera ainsi, par exemple, de l'« auditoire universel de Sartre » (p. 46). Cette particularité est aussi relative au discours tenu.

12 C'est l'auteur qui souligne.

En outre, on n'a affaire ici qu'à l'un des cas de figure possibles, et non le plus fréquent, d'auditoire, l'auditoire construit par l'orateur pouvant être une catégorie particulière et refléter un point de vue en contraste avec d'autres. Tout discours, et partant tout acte dénomiatif, est pris concrètement dans ce jeu entre le particulier et l'universel (ou entre diverses formes plus ou moins larges de particularité), et cette latitude de variation dans la palette des auditoires ouvre l'espace des négociations et des ajustements. Dans la plupart des cas l'accord est en effet à ménager et les locuteurs doivent afficher ce qu'ils entendent par leurs choix dénomiatifs. Ils ont ainsi à construire les références et les dénominations conjointement au fil de leurs discours entremêlés, à s'adapter l'un à l'autre — que ce soit pour le conflit ou pour le consensus. Or cette co-construction implique de nombreux facteurs, tant verbaux que paraverbaux.

2.1.2. Les niveaux de l'ajustement mutuel

Des considérations qui précèdent il ressort qu'il y a un renversement de perspective assez radical. Au lieu que les communications intersubjectives orales soient pensées sur le modèle idéalisé des textes écrits conçus (illusoirement) comme des codages transmis unilatéralement, c'est désormais le texte écrit qui est pensé sur le modèle du dialogue, comme s'il n'en figurait en somme qu'un cas particulier¹³. Cette perspective nouvelle, largement développée par les études interactionnistes, a gagné également certains secteurs de la sémantique, lexicale aussi bien que discursive. Rastier admet ainsi un fonctionnement collaboratif qui concerne fondamentalement tous les aspects de la communication, serait-elle textuelle et littéraire, et s'étend bien au delà des aspects proprement verbaux auxquels on se limite habituellement. Sa position est à la fois extrême et séduisante : « On peut admettre que la communication intersubjective hic et nunc repose sur la synchronisation des émotions plutôt que sur le codage et le décodage de propositions. Depuis les cris d'alerte des animaux supérieurs, il en va ainsi (...). Tandis que le refus d'entrer en contact verbal est unanimement reconnu comme un acte hostile, le contrat interlocutif manifeste ce que Malinowski appelait la fonction phatique, et s'appuie sur diverses attitudes

13 Mentionnons néanmoins que Perelman considère çà et là le dialogue comme une forme amoindrie de discours, comme sa « dégénérescence » (1988 : 46).

d'imitation : du ton, de la prosodie, de la posture, etc. On peut supposer qu'il en va de même au plan du contenu. La mise en commun de champs sémantiques et la négociation de leur étendue définit le propos de l'échange, en d'autres termes son fond sémantique (parler de « la même chose »). Nous formulons en outre l'hypothèse que les formes sémantiques sont reconnues par des motifs rythmiques, et que la synchronisation des rythmes de production et d'interprétation, d'énonciation et de compréhension assure la félicité de la communication intersubjective. En effet les affects exprimés et perçus sont liés à ces rythmes sémantiques » (1995 : 162-163). La thèse est étendue à la communication écrite : « Même un texte écrit garde sans doute au plan sémantique quelque chose de ces scansions rythmiques, conditions d'une intersubjectivité problématique et maintenue » (*ibid.*).

En ce qui concerne les interactions verbales proprement dites, la recherche de consensus, ou la nécessité d'établir des compromis, n'épargne aucun des niveaux qui y sont impliqués. Une typologie en a été proposée par Kerbrat-Orecchioni, dans laquelle les débats sur la dénomination figurent en bonne place dans la catégorie des « négociations sur les signes » (1984 : 227 sv, et 2000 : 105-110), dont elle propose un premier et solide débroussaillage en fonction de la focalisation de la négociation sur l'un ou l'autre des trois sommets du triangle sémiotique impliqué dans tout acte de dénomination : signifiant, signifié, ou référent¹⁴.

Que des facteurs non verbaux (codes émotionnels : posturaux, mimiques, vocaux...) conditionnent par ailleurs les négociations dénominatives est un phénomène qui est assurément d'une grande importance. Un excellent terrain d'observation serait celui de ces situations fortement argumentatives que sont par exemple les débats politiques où ces aspects sont pour ainsi dire emphatisés (et où ils font sans doute l'objet d'un certain contrôle) : intonations marquant le caractère irremplaçable du mot choisi (son statut dénominatif), ou le reléguant dans

14 Nous avons nous-même essayé de montrer comment les locuteurs, pour défendre ou contester des dénominations qui font l'objet d'un débat (par exemple « célibataire », au cours d'un jeu télévisuel), peuvent invoquer différents modèles sémantiques (traits différentiels, prototypes, topoi), qui fournissent ainsi des « positions possibles » dans des négociations dénominatives (Constantin de Chanay 1993 et 1998).

l'ombre de la neutralité ; décrochements vocaux (changement de registre, de timbre, de débit, etc.) qui tout en constituant l'ethos du parleur manifestent son fort investissement affectif sur le thème choisi et visent à provoquer l'acceptation empathique de la formulation proposée, etc. C'est pourtant un phénomène dont à notre connaissance il n'a pas encore été fait d'étude systématique, ouvrant un large champ d'étude où les dénominations seraient mises en relation, d'abord qu'avec l'argumentation ou avec la recherche de la transparence mutuelle du sens construit (comme c'est le cas chez Mazeland et al. 1995, Brennan & Clark 1996, etc.), avec la persuasion, dont le rôle est peut-être bien plus éminent qu'on ne le pense, jusque dans les textes écrits, y compris ceux qui relèvent du discours scientifique.

2.2. L'acte de dénomination dans les interactions particulières

Le plus souvent non prescrites de manière rigide préalablement à l'interaction, les dénominations doivent donc être établies en discours. Aussi les études interactionnistes s'appliquent-elles à recenser les procédures mises en œuvre lors des actes de dénomination, ainsi que les facteurs entrant en ligne de compte. On peut en regrouper les principales directions en deux rubriques, l'attention portée au contexte, et la prise en compte des facteurs temporels.

2.2.1. L'adaptation de la dénomination au contexte particulier

Brennan & Clark observent (1996 : 1482) qu'en ce qui concerne les choix dénominatifs préférentiels, la saillance perceptuelle qu'un objet peut avoir dans un contexte donné, et qui permet de le distinguer facilement de ses voisins, vient par une application particulière de la loi d'informativité de Grice corriger les choix attendus qui ne se fonderaient que sur les seuls effets de facilitation induits par la forte disponibilité lexicale des termes de niveau de base¹⁵. Dans certains cas on choisira donc *the small black dog* plutôt que *the animal*, pour les deux propriétés distinctives qui y sont énoncées.

Cette idée peut être recoupée avec celle de Cadiot & Nemo (1997b : 127) pour qui la distinctivité l'emporte, pour la définition des catégories, sur la possession de propriétés communes — ce qui paraît

¹⁵ Ce qui rejoint d'une autre manière l'idée évoquée plus haut, que le niveau de base lui-même se définit contextuellement.

remettre à l'honneur le principe différentiel des approches de sémantique structurale. Le trait différentiel de l'analyse sémique n'est un cadre « contraignant » que si l'on se cantonne à une analyse de langue (Soutet 1998 : 110, qui prône le recours à la notion de « continuum intralinguistique »), mais dans le cadre d'une sémantique discursive il retrouve toute sa rentabilité et toute sa souplesse, les discours recherchant la discrétisation maximale relativement à un contexte donné. Ce n'est d'ailleurs pas là s'éloigner des principes fondateurs de l'analyse componentielle. Pottier insistait déjà, et Rastier enchérit, sur la nécessité de constituer des paradigmes relativement à des situations de communication données (Rastier 1987 : 33 ; voir aussi p. 51). Les axes sémantiques pertinents sous-jacents à la catégorisation dépendent aussi des buts particuliers définis par les interactions en cours : Dubois & Mondada (1995) observent ainsi que selon les cas, les pianos pourront être catégorisés comme instruments de musique, meubles lourds à déménager, etc. La situation peut encore imposer à une dénomination créative des catégories non lexicalement disponibles (par exemple « choses à sortir de la maison en cas d'incendie » : *ibid.*).

Enfin on mentionnera que le paradigme des catégories disponibles peut être spécifique et imposé *ad hoc* par l'un des interactants — comme celui des types de vacances disponibles dans une agence de voyage donnée (Mazeland et al. 1995 : 276)) : en l'occurrence la situation définit par la même occasion lequel des interactants est en position institutionnelle pour construire la dénomination adéquate, la relation n'étant pas toujours équilibrée de ce point de vue.

Ce qui vaut pour les catégories vaut pour les propriétés, dont le nombre et la hiérarchie peuvent être remaniés relativement au contexte. D'après Mazeland & al. (1995 : 278 sv), les catégories véhiculent des ensembles de traits associés qui n'ont pas tous le même statut : ils peuvent être constitutifs, attendus (typiques), ou simplement pertinents dans le cadre spécifique de l'interaction en cours — ces distinctions ne sont pas sans rapport avec celle que proposent de faire Cadiot & Nemo (1997a) entre propriétés « intrinsèques » et « extrinsèques ». Dans l'étude de Mazeland et al. les effets de contexte s'étendent bien sûr au cotexte que construit l'échange lui-même au fur et à mesure de son déroulement, et sur lequel s'appuient les processus de recatégorisation : ainsi pour passer d'une première dénomination à une autre plus

avantageuse, on peut affaiblir une propriété impliquée par la première, quand la seconde ne l'implique pas, ou la renforcer au contraire, lorsqu'elle l'implique (1995 : 289) ; un ralliement peut aussi être recherché, lorsqu'il y a dissension sur des catégories spécifiques, dans la proposition d'une catégorie plus large qui les subsume toutes deux (p. 280-281). La dénomination dépend donc aussi du déroulement de l'interaction, ce qui nous amène tout naturellement aux facteurs temporels.

2.2.2. La prise en compte des facteurs temporels

Dans tout discours il doit y avoir un suivi de l'élaboration référentielle. Que l'on se trouve dans un texte monologal (Tyvaert 1997 : 202) ou a fortiori dans une interaction, la coréférence devient ainsi un phénomène central.

Elle se manifeste d'abord dans les processus de « re-référence » étudiés par Brennan & Clark, qui mettent en évidence le fait que dans chaque interaction s'installent des sortes de routines dénominatives plus ou moins temporaires — mais opérant maximale à court terme : le caractère récent d'une formulation précédemment ratifiée facilite son réemploi (1996 : 1483) — et appartenant à l'histoire conversationnelle des participants : elles sont « partner specific » (*ibid* : 1484). Ces routines sont un des aspects d'un phénomène plus général, qui fait que les dénominations dépendent partiellement des « pactes conceptuels » contractés par les participants au cours de leur interaction.

L'importance de la coréférence se manifeste également dans le caractère partiel, et provisoire, des dénominations proposées. Blanche-Benveniste définit la coréférence comme « une relation entre des représentations [qui] n'est pas forcément une relation d'identité totale » (1984 : 117). Une telle conception est tout à fait adaptée à la nature évolutive de la référence, qui se construit au fil du discours : « l'énumération de lexique qui défile dans les listes n'est pas une simple opération d'accrochage d'un nom, plus ou moins bien réussie. C'est une opération complexe où le référent se construit à coup de lexique » (1984 : 121). L'acte de dénomination procède dès lors souvent par « paquets » lexicaux qui morcellent le référent en ses différents aspects — ce qui peut rejoindre la conception défendue par Cadiot & Nemo (1997a : 136 et 1997b : 138) selon lesquels les mots fonctionnent non pas fondamentalement et directement comme des classificateurs,

mais indirectement comme des accès indiciels ouverts sur le référent. Ce qui le suggère, c'est que l'accumulation dénomminative, ainsi que l'observent Dubois & Mondada (1995 : 285), n'implique pas l'effacement des formulations antérieures : au contraire la référenciation adéquate capitalise les approximations successives des différentes dénominations proposées.

C'est dire qu'un principe de cohérence interprétative gouverne le déroulement des manœuvres dénomminatives dans une interaction donnée : telle la *consistency rule* de Sacks, qui recommande de conserver le même système global de catégorisation quand on passe d'une catégorie à une autre, et dont Mazeland et al. (1995 : 278) proposent un raffinement intéressant en une sorte de principe d'accommodation transversale (« across collection of different devices ») qui prévoit la possibilité de réaliser la convergence interprétative à partir de traits appartenant à des catégories différentes précédemment produites, et non seulement à partir des catégories elles-mêmes — ce qui n'est pas sans rappeler ces fils conducteurs que tissent les isotopies de la sémantique discursive de Rastier.

C'est dire aussi, et enfin, que les dénominations proposées ont un caractère essentiellement provisoire (Dubois et Mondada 1995 : 284, Brennan & Clark 1996 : 1484, etc.). On se retrouve dès lors assez loin du rêve de la nomenclature stable... Si les terminologies juridiques et scientifiques semblent échapper à la règle (et il le faut bien, si elles doivent avoir une utilité), cela s'explique par des procédures de fixation institutionnelle, qu'énumèrent Dubois & Mondada (1995 : 292 et sq)¹⁶.

Conclusion

C'est donc comme des produits de discours que doivent être analysées les dénominations — si figées et codifiées puissent-elles sembler d'ailleurs, comme dans le cas des terminologies. Cette perspective fondamentale nous a paru rassembler des recherches issues d'horizons

16 Non sans avoir donné l'exemple très parlant (emprunté à J. M. Pelt) de la recatégorisation stipulatoire de la carotte, considérée administrativement comme un fruit depuis 1991 en Europe « pour permettre au Portugal d'« exporter sa confiture de carottes en respectant la définition catégorielle légale ou juridique de la confiture » (1995 : 282).

théoriques aussi apparemment divers que Cadiot & Nemo, Rastier, Brennan & Clarke, Dubois & Mondada, etc., mais unis par des tendances générales qui transcendent la disparité des modèles (sinon des disciplines), et dont nous avons essayé d'esquisser la cohérence. Ces tendances, nous avons cru pouvoir les repérer dans l'extension de la notion de dénomination à des syntagmes excédant très largement le cadre du mot (ce qui va de pair avec l'idée de catégories construites au fil du discours), dans l'importance de la distinctivité de la dénomination par rapport à un contexte saisi dans une situation particulière (ce qui renoue avec les principes fondamentaux de la sémantique structurale, opératoires dès lors qu'on les replace dans un cadre discursif), dans le primat de la coréférence sur la référence (parce que les catégories sont construites progressivement, que ce soit par un seul locuteur — comme à l'écrit — ou par plusieurs), enfin dans l'idée que, de même que toute énonciation est une co-énonciation, toute dénomination serait une co-dénomination (toute catégorie construite par un ou plusieurs locuteurs est aussi construite pour un ou plusieurs autres locuteurs).

Face à un objet qui, toujours pris dans une interaction, se retrouve ainsi tout autant du ressort de la sémantique, que de l'analyse argumentative et de la pragmatique, il paraît raisonnable de prôner, si l'on ose dire, une interdisciplinarité à l'intérieur même des sciences du langage. Les dimensions restreintes du présent article ne permettaient malheureusement pas de présenter sans artifice ou dogmatisme une analyse détaillée qui eût illustré ce vœu. Mais la (petite) diversité des auteurs et des recherches croisés ici, harmonieusement espérons-le, en est l'écho.

REFERENCES

- Baylon Ch. et Mignot X.
1995, *Sémantique du langage — Initiation*, Paris, Nathan.
- Benveniste É.
1974, *Problèmes de linguistique générale* 2, Paris, Gallimard.
- Blanche-Benveniste C.
1984, « La dénomination dans le français parlé : une interprétation pour les « répétitions » et les « hésitations » », in G.A.R.S., *Recherches sur le français parlé*, 109-130.

- Brennan S. E. et Clark H. H.
(1996), « Conceptual Pacts and Lexical Choice in Conversation », *Journal of Experimental Psychology : Learning, Memory and Cognition*, vol. 22, n° 6, 1482-1493.
- Cadiot P.
1994, « Représentations d'objets et sémantique lexicale : qu'est-ce qu'une boîte ? », *French Language Studies* 4, 1-23.
- Cadiot P. et Nemo F.
1997a, « Propriétés extrinsèques en sémantique lexicale », *French Language Studies* 7, 127-146.
— — — —
1997b, « Analytique des doubles caractérisations. Logique de conformité et identité lexicale », *Sémiotiques* n° 13, 123-143.
- Constantin de Chanay H.
1993, « Sens lexical et argumentation : des CNS aux topoi », dans C. Plantin (éd.) *Lieux Communs, Stéréotypes, Topoi*, Kimè, 290-300.
— — — —
1998, « Les célibataires sont-ils seuls ? Prototypes, traits structurels et polylectalité », *Cahiers de lexicologie* 1, 97-126.
- Dubois D. et Mondada L.
1995 ; « Construction des objets de discours et catégorisation : une approche des processus de référenciation », *TRANEL (Travaux neuchâtelois de linguistique)*, 23, 273-302.
- Jakobson R.
1963, *Essais de linguistique générale*, I, Paris, Éditions de Minuit.
- Kerbrat-Orecchioni C.
1984, « Les négociations conversationnelles », *Verbum*, T. VII fascicule 2-3, 1984, 223-243.
— — — —
2000, « L'analyse des interactions verbales : la notion de 'négociation conversationnelle' — défense et illustration », *Lalies — Langue et littérature* 20, 64-141.
- Laurandeau P.
1998, « Théorie des opérations énonciatives et représentations : la référenciation », *Cahiers de praxématique* 31, 91-114.
- Le Guern M.
1989, « Sur les relations entre terminologie et lexique », Actes du colloque « Les terminologies spécialisées : approches quantitative et logico-sémantique », *Meta*, 34-3, 340-343.

- Lüdi G. 1995, « Représentations lexicales floues et construction interactive du sens », *Cahiers de l'ILSL*, 7, 95-109.
- Martin R. 1983, *Pour une logique du sens*, Paris, PUF.
- Mazeland H., Huisman M., Scharfoort M. 1995, « Negotiating categories in travel agency calls », in Alan Firth (ed), *The discourse of negotiation. Studies of Language in the Workplace*, Pergamon, Elsevier Science Ltd., 271-297.
- Milner J.-C. 1982, *Ordres et raisons de langue*, Paris, Éditions du Seuil.
- Perelman C. et Olbrechts-Tyteca L. 1988, [1958] *Traité de l'argumentation*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Rastier F. 1987, *Sémantique discursive*, Paris, PUF.
- — — — 1991, *Sémantique et recherches cognitives*, Paris, PUF.
- — — — 1995, « Communication ou transmission ? », *Césure*, n° 8, 153-195.
- Saussure F. 1972 [1915], *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot.
- Tyvaert J.-E. 1997, « Continuité substantielle et discrétisation substantivale », *Verbum* XIX, n° 1-2, 201-220.
- Wilmet M. 1997, *Grammaire critique du Français*, Louvain-la-Neuve, Duculot.